

La première tâche de la Conférence d'aujourd'hui sera de discuter des mesures qu'il faudra prendre pour mettre en oeuvre le programme de réforme économique au cours de l'année prochaine. Le gouvernement de l'Ukraine les a exposées dans sa présentation au Fonds monétaire international. Il sera très utile pour nos représentants que les autorités ukrainiennes leur exposent directement comment elles comptent mettre en oeuvre ces mesures de réforme.

La mise en oeuvre intégrale des mesures de politique économique, énoncées dans l'entente avec le Fonds monétaire international, devrait favoriser l'établissement de conditions initiales propres à encourager l'augmentation des investissements nationaux aussi bien qu'étrangers. Pourtant ces mesures ne suffiront pas pour assurer l'avenir économique de l'Ukraine. Il faudra procéder à une réforme plus vaste et plus approfondie si l'on veut assurer la croissance et la prospérité de l'économie de marché.

Ce qui manque, c'est le cadre juridique et institutionnel approprié, un cadre que les économies occidentales ont mis des siècles à peaufiner. Voici encore un domaine où les gouvernements de l'Ouest sont bien placés pour aider l'Ukraine. Les autorités de ce pays sont mises au défi de prendre des mesures décisives afin de créer un climat propice à l'instauration d'une économie de marché qui soit dans l'intérêt de tous les Ukrainiens.

Ainsi, la fonction publique ukrainienne a un rôle vital à jouer dans l'élaboration des politiques et des lois qui assureront le bon fonctionnement de l'économie de marché. La consolidation de la fonction publique a été l'une des priorités du programme canadien d'assistance technique à l'Ukraine. Nous versons plus de 4 millions de dollars à l'Institut d'administration publique de Kiev pour former les fonctionnaires. Des spécialistes canadiens ont offert une formation en administration publique et dans certains secteurs clés de l'élaboration des politiques, comme les finances, l'économie et la politique sociale. J'ai eu le plaisir d'examiner l'état d'avancement de ce projet avec le ministre ukrainien du Cabinet, M. Pustovojtenko, et de voir dans quels secteurs le Canada pourrait fournir de l'aide dans l'avenir.

Le commerce international a aussi besoin d'un cadre institutionnel approprié qui permette à l'Ukraine de s'intégrer complètement dans l'économie mondiale. Le gouvernement ukrainien a déjà fait un pas important dans cette voie en amorçant le processus d'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce [OMC]. Nous nous réjouissons de cette démarche et le Canada est prêt à offrir une aide spéciale à l'Ukraine pour faciliter son adhésion à l'OMC, en fournissant notamment aux fonctionnaires ukrainiens une formation en politique commerciale.

La Banque mondiale aura un rôle crucial à jouer en fournissant un appui et des conseils en matière de politiques de privatisation et de protection sociale, et en ce qui concerne la réforme du secteur